



***Déclaration de l'Initiative des
Partis Communistes et Ouvriers d'Europe
sur le sommet d'Athènes des pays du sud de l'UE***

L'espoir est dans la lutte des peuples pour renverser la barbarie capitaliste !

Le 9 septembre 2016, à l'initiative du gouvernement « de gauche » SYRIZA-ANEL (aux nouveaux mémorandums et aux dizaines de mesures anti-populaires), a lieu à Athènes une conférence des dirigeants des pays méditerranéens de l'UE, du "Sud" de l'Union européenne, sur la situation dans l'UE, la question des réfugiés et des immigrants, et le "développement".

Cette initiative a lieu quelques jours après la réunion entre la vieille et la "nouvelle" social-démocratie à Paris.

Ces deux initiatives, comme d'autres similaires, ont comme "dénominateur commun" l'objectif de promouvoir de faux espoirs parmi les peuples, de faire croire que le système capitaliste et sa construction inter-étatique réactionnaire sur le continent européen, l'Union Européenne, peuvent être améliorés et "humanisés". Elles s'efforcent de convaincre le peuple qu'un autre rapport de force au sein de l'Europe en faveur du "Sud" et au détriment du "Nord", ou en faveur de la social-démocratie et contre les libéraux, apportera la "fin de l'austérité", "l'égalité", la "solidarité", le "développement" dans l'Union Européenne.

Cependant, les peuples de l'Europe ont fait l'expérience, depuis des décennies, que l'UE et chaque type de gouvernements bourgeois (tant libéraux que sociaux-démocrates) visent à soutenir la rentabilité du capital, à sa récupération par le biais de l'aggravation de politiques anti-populaires. Le développement qu'ils promettent n'a pas été, ne peut pas être "juste", car il est fondé sur la destruction des droits des travailleurs et des masses populaires, sur l'intensification de l'exploitation.

Les travailleurs, sur la base de leur expérience, vérifient que les antagonismes entre les centres impérialistes et entre les pays capitalistes (du Sud et du Nord, avec des gouvernements sociaux-démocrates et libéraux) intensifient les guerres et les interventions impérialistes, apportant de nouveaux tourments, des persécutions et transformant les gens en réfugiés.

Les peuples peuvent comprendre que des structures comme DAESH et leurs activités répugnantes, fondées et financées par les États-Unis, l'OTAN, l'UE et leurs alliés dans la région du Moyen-Orient, sont le prétexte pour l'intensification des mesures de répression qu'encouragent l'Union Européenne et ses gouvernements.

Aujourd'hui, le résultat du référendum britannique sur la sortie de l'Union Européenne a fait remonter à la surface les contradictions entre les divers centres impérialistes quant à l'avenir et aux perspectives de l'UE. Le problème principal dans la controverse au sein de la zone euro et dans l'Union Européenne demeure le type de gestion bourgeoise, entre la stabilité fiscale et la surveillance des États membres par les mécanismes de l'UE d'une part, et d'autre part l'assouplissement de l'ajustement budgétaire pour libérer des fonds d'État pour soutenir les monopoles. Ce différend est étranger aux intérêts populaires, parce que dans les deux cas cela se fera sur le dos de la classe ouvrière et des couches populaires pauvres et que dans les deux cas cela présuppose l'aggravation de l'offensive anti-populaire.

Les gouvernements de la vieille et de la nouvelle social-démocratie en Europe utilisent de manière trompeuse le mot d'ordre "Non à l'austérité". Ce slogan n'a aucun rapport avec le fait de freiner ou d'inverser les mesures anti-ouvrières barbares, ou de soulager le peuple. Au contraire, il est lié à l'appui aux milieux d'affaires en leur versant plus d'argent frais. On en a la démonstration par le fait que ces gouvernements, tout comme les gouvernements libéraux, favorisent de nouvelles mesures barbares contre les travailleurs en Grèce, en France, en Italie, au Portugal, en Espagne, à Chypre, afin d'économiser des fonds au nom du grand capital.

Malgré le fait que bon nombre de sommets et de réunions de haut niveau entre "les dirigeants des pays du Sud" aient lieu, malgré le grand nombre de discours pompeux sur le "redémarrage" de l'UE, l'UE n'en deviendra pas plus favorable aux peuples, elle ne pourra que devenir pire pour les peuples, pas plus que le système capitaliste, qu'elle sert, ne pourra "s'humaniser".

L'espoir est dans la lutte des peuples pour renverser la barbarie capitaliste !

8 septembre 2016